



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2716
21 août 2020
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Chômage, crise sociale, tensions militaires

Le capitalisme conduit à la catastrophe



LA PRESSE.CA

Mali
**Coup d'État
sur fond
de domination
impérialiste**

Page 12

Emploi
**Contre
les licenciements,
prendre sur
les profits**

Pages 4 et 10

Épidémie
**Discours
gouvernementaux
et absence
de moyens**

Page 3

Leur société

- Lutte contre la pandémie: des discours et toujours aussi peu de moyens **3**
- Covid en entreprises: l'exploitation nuit gravement à la santé **3**
- Emploi: contre les licenciements, prendre sur les profits! **4**
- Chômage: des chiffres à la réalité **4**
- Allocation de rentrée scolaire: une augmentation loin du compte **4**
- Rentrée universitaire: toujours plus chère **4**
- Centres de rétention: grèves de la faim **5**
- Migrants de Calais: des conditions de vie de plus en plus dures **5**
- Stocks de nitrate d'ammonium: des bombes en puissance **5**
- Néonicotinoïdes: pour le plus grand profit de l'agro-industrie **5**
- Colbert: la bourgeoisie reconnaissante **9**
- Au Puy du Fou: il y a Dieu et Macron **9**

Dans le monde

- Tensions en Méditerranée: une conséquence des politiques de l'impérialisme **6**
- Turquie: Erdogan et l'AKP prêts à tout pour rester au pouvoir **6**
- Israël - Émirats arabes unis: un accord au mépris des Palestiniens **6**
- Liban: après l'explosion de Beyrouth, la population pauvre victime des spéculateurs **7**
- Espagne: Juan Carlos, une monarchie à l'image du système qu'elle sert **7**
- Mali: coup d'État dans un pays ravagé par l'impérialisme français **12**
- Maroc: les travailleurs hospitaliers expriment leur colère **12**

Dans les entreprises

- Camaïeu: 500 licenciements de trop! **10**
- Urgences - Haute-Saône: une démolition criminelle **10**
- ISS-Propreté - Maternité de Nancy: une grève contre l'exploitation **10**
- EPR: "échec opérationnel" mais profits assurés **10**
- Éviter les croisements: oui c'est possible... **10**
- Inspecteurs du travail: solidarité avec Anthony Smith **11**
- Fonction publique: l'État entretient la précarité **11**

Il y a 80 ans

- Trotsky assassiné, mais pas ses idées! **8**

Agenda

- Fêtes de Lutte ouvrière **3**
- Les militants à votre rencontre **12**

Aggravation du chômage, tensions militaires: le monde capitaliste s'enfonce dans la crise

Personne ne peut dire encore s'il y aura un rebond de l'épidémie dans les prochaines semaines. Par contre, il est certain que la crise, elle, continuera de s'aggraver, et bien des travailleurs sont d'ores et déjà frappés. Ainsi, sans attendre la rentrée, en plein mois d'août, la direction de Hop! vient d'annoncer un plan de plus de 1000 suppressions de postes, soit près de la moitié des 2400 salariés de cette compagnie aérienne, filiale d'Air France. Après Nokia, Renault, Airbus et bien d'autres, la liste de ces groupes s'apprêtant à tailler massivement dans leurs effectifs s'allonge au fil des semaines. Sans que cela fasse la une des médias, depuis des mois, des centaines de milliers de travailleurs en CDD, en intérim, se sont déjà retrouvés sans emploi, certains d'entre eux ne pouvant même pas bénéficier de l'allocation chômage.

Les statistiques officielles publiées par l'Insee la semaine dernière ont fait état d'une diminution du taux de chômage, qualifiée de «baisse en trompe-l'œil». Mais elle ne trompe personne! Même le ministre de l'Économie est obligé de le reconnaître: le chômage va exploser à la rentrée. Des régions entières vont se retrouver encore plus sinistrées qu'elles ne le sont déjà, des millions de travailleurs, ouvriers, employés, commerçants acculés à la faillite, vont se retrouver plongés dans la précarité.

Pour défendre leurs conditions d'existence, les travailleurs devront se battre, pour s'opposer à l'offensive engagée par le patronat et le gouvernement à son service contre les emplois et les salaires. Mais la crise est lourde de menaces bien plus graves encore.

L'attaque qui a tué six Français et deux Nigériens d'une organisation humanitaire dimanche 9 août au Niger vient de rappeler qu'une véritable guerre se mène dans cette partie de l'Afrique. L'armée française y est engagée depuis des années, au nom de la lutte contre le terrorisme. Mais, derrière ces justifications officielles, il y a surtout la volonté de l'impérialisme français de démontrer que ces pays, situés au cœur de son ancien empire colonial, font toujours partie de sa zone d'influence.

Dans le système impérialiste, fondé sur la concurrence pour conquérir des marchés,

exploiter les ressources des pays les plus pauvres et leur population, chaque grande puissance doit sans cesse défendre, par tous les moyens, y compris militaires, les intérêts de sa bourgeoisie face à ses rivales. Les déplacements au Liban de Macron, puis de sa ministre des Armées, Florence Parly, ne sont pas motivés par des préoccupations humanitaires. Là encore, il s'agit pour l'impérialisme français d'affirmer, face aux autres grandes puissances, qu'il est toujours un acteur avec lequel il faut compter au Moyen-Orient.

Ce sont les mêmes raisons qui sont à l'origine du bras de fer qui se joue actuellement, en Méditerranée, dans une zone où la Grèce et la Turquie se disputent de vastes gisements gaziers. La semaine dernière, le gouvernement français a décidé de s'impliquer directement dans ce conflit régional, notamment en renforçant sa participation à un exercice militaire aux côtés de la Grèce, prenant ainsi délibérément le risque d'alimenter une surenchère guerrière.

«Le capitalisme porte la guerre comme la nuée porte l'orage», écrivait le dirigeant socialiste Jaurès à la veille de la Première Guerre mondiale. C'est toujours vrai à notre époque! Le capitalisme en crise, c'est l'aggravation du chômage, de la misère, et la multiplication des guerres où les bourgeoisies entraîneront toujours davantage les peuples à s'affronter pour leurs profits. Les rivalités entre les grandes puissances par alliés interposés ont déjà transformé certaines régions du monde, en Afrique ou au Moyen-Orient, en véritables champs de ruines.

Pour que l'humanité connaisse un autre avenir, cela dépend exclusivement de la classe ouvrière. Elle seule y a vraiment intérêt. Elle seule a la force et les moyens de changer de fond en comble la société, en enlevant à la grande bourgeoisie la direction de l'économie et de l'État et en mettant ainsi les richesses et les principaux moyens de production au service de la collectivité. C'est à cette condition qu'il sera possible de sauver la société de la catastrophe qui la menace.

Il est essentiel que, dès aujourd'hui, des femmes et des hommes, dans les entreprises et dans les quartiers populaires, défendent autour d'eux cette perspective.



Lutte contre la pandémie : des discours et toujours aussi peu de moyens

Devant l'augmentation du nombre de cas de contamination au Covid-19 et la crainte d'une deuxième vague en septembre, Castex et ses ministres affichent leur mobilisation dans les médias, prétendant tout faire pour contenir la reprise de l'épidémie et éviter ainsi un nouveau confinement.

Mais, comme depuis le début de l'épidémie, il y a toujours un décalage entre la détermination qu'ils mettent en scène et la faiblesse voire l'inexistence des moyens matériels, logistiques, humains réellement mis en œuvre. En mars, le manque de respirateurs et de personnel formé dans les hôpitaux était manifeste. Or, depuis quatre mois, combien de respirateurs, du modèle adapté à de longs séjours en réanimation, ont été fabriqués et installés ? L'absence de communication gouvernementale sur ce sujet, pourtant essentiel, est significative. Les travailleurs des hôpitaux ont constaté, avant même le début de l'été, qu'aucune embauche n'était prévue. Après quelques hommages

qui ne coûtaient rien, et une prime réservée à une petite fraction du personnel, les hôpitaux sont revenus bien vite à « l'anormal ».

Fin mai, le ministre de la Santé promettait 700 000 tests par semaine et une montée en puissance pour les semaines suivantes. Début août, le nombre de tests hebdomadaires effectués atteignait à peine 500 000. Dans certaines villes, il faut encore patienter de longues heures devant les laboratoires pour se faire tester. Dans certains départements, les cas suspects doivent attendre plusieurs jours avant d'obtenir un rendez-vous et plusieurs jours encore pour le résultat. De tels délais ne favorisent évidemment pas la lutte contre la propagation



File d'attente pour les tests à Châteauroux.

de la maladie.

Les mesures sur lesquelles le gouvernement communique abondamment et qui ne coûtent pas cher, c'est la limitation de la taille de certains rassemblements et le port obligatoire du masque dans de plus en plus de lieux publics. En mars, les ministres affirmaient que le port du

masque dans la rue était inutile, pour mieux cacher que les stocks d'État avaient été méthodiquement supprimés. Aujourd'hui que les stocks sont reconstitués, il le rend obligatoire, mais il ne va pas jusqu'à le fournir gratuitement à toute la population !

Dès qu'il s'agit de dégager réellement des moyens,

le gouvernement en est incapable. Castex est prompt à verbaliser ceux qui ne portent pas le masque et à présenter les jeunes ou les vacanciers comme des irresponsables. Mais c'est la politique de son gouvernement qui est irresponsable du point de vue de la santé publique.

Xavier Lachau

Covid en entreprises : l'exploitation nuit gravement à la santé

Presque un quart des foyers de Covid se sont formés dans les entreprises. Le gouvernement a donc décidé de réunir les syndicats et les représentants patronaux pour prendre de nouvelles mesures.

Le port du masque devient ainsi obligatoire à partir du 1^{er} septembre dans les espaces clos et les lieux partagés (salles de réunion, couloirs, etc.). Avant même de connaître les propositions en détail, les patrons en ont évoqué le coût. Le Medef s'est inquiété de mesures générales trop coercitives qui risqueraient « de réactiver les inquiétudes des salariés à l'idée de revenir sur leurs lieux de travail ». Comme s'ils avaient le choix ! Cette sollicitude cache mal la volonté de rester maître chez soi, et surtout de ne pas nuire à la productivité.

Dans de nombreuses

entreprises, en particulier les grandes, les patrons ont fini par fournir du gel et des masques, mais pas le temps nécessaire au respect des gestes barrières et des distances nécessaires.

Se laver fréquemment les mains nécessite de multiplier les pauses. Nettoyer le matériel et les espaces de façon approfondie, cela signifie aussi embaucher du personnel.

Sur une chaîne, c'est la cadence décidée par le patron qui prime. Ne pas réussir à faire une opération dans les temps, c'est se retrouver au contact du travailleur suivant. Mais dans une usine

d'automobile comme celle de Flins par exemple, dont Renault veut pourtant la fermeture, il n'a pas fallu longtemps pour que le rythme revienne à ce qu'il était avant le confinement, et parfois même pire. Dans les abattoirs, les ouvriers sur chaîne travaillent quasiment épaule contre épaule.

Espacer les postes, ralentir la chaîne, voire l'arrêter le temps nécessaire à chaque opération : voilà ce qu'il faudrait pour réaliser une réelle distanciation. Et les travailleurs sont très capables de calculer le temps qui leur est nécessaire.

Travailler moins vite, moins longtemps, sans réduire les salaires, cela signifie imposer des embauches et c'est indispensable pour

résister aux cadences, à la charge de travail, à l'atelier comme au bureau.

Il est impossible de préserver à la fois les profits et la

santé de ceux qui les créent. Pour protéger leur santé, les travailleurs devront s'en occuper eux-mêmes.

Sylvie Maréchal



Fêtes de Lutte ouvrière

Lyon

Samedi 19
et dimanche 20 septembre

Toulouse

Samedi 26
et dimanche 27 septembre

Rennes

Samedi 3 octobre

Montpellier

Dimanche 20 septembre

Carros

Dimanche 27 septembre

Nous venons d'apprendre que la préfecture du Val-d'Oise s'apprête à publier un décret d'interdiction concernant notre fête, prévue les 26 et 27 septembre à Presles, du fait de la situation sanitaire, et celle-ci ne pourra donc pas avoir lieu. Nous publierons l'arrêté d'interdiction dès qu'il nous sera parvenu.



Emploi : contre les licenciements, prendre sur les profits !

Entre le 1^{er} mars et le 19 juillet, 275 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) ont été recensés officiellement, prévoyant la suppression de 43 343 postes.

De Nokia à Sanofi, les grands groupes riches à milliards sont à l'offensive. Renault avait ouvert le front de cette guerre patronale avec l'annonce de la suppression de 15 000 emplois dans le monde, dont 4 600 en France. Puis c'est dans l'aéronautique que la saignée devait se poursuivre : 7 580 postes chez Air France, 5 000 chez Airbus, sans compter les licenciements que cela entraîne chez les sous-traitants.

Les dirigeants de ces entreprises justifient ces réductions de personnel en mettant en avant les conséquences économiques de l'épidémie de Covid. Mais certains de ces plans étaient prévus déjà bien avant. Et, de toute façon, ces entreprises ont accumulé dans un passé récent de planteurs bénéfiques qui pourraient permettre de financer le maintien de l'emploi. En 2019, à elles seules, les

entreprises du CAC 40 ont distribué plus de 60 milliards d'euros aux actionnaires capitalistes. L'année dernière, le bénéfice opérationnel d'Airbus a atteint 6,9 milliards d'euros. Pour Renault, c'est 3,3 milliards de résultat net en 2018. La

grande bourgeoisie a largement de quoi amortir les effets de cette crise. Depuis des années, elle a accumulé des milliards sur l'exploitation des travailleurs, de quoi maintenir l'intégralité des salaires et des emplois. S'il y a une baisse de l'activité dans certaines entreprises, il faut que l'on travaille moins pour que l'on travaille tous. Au contraire, on voit dans certaines

Chômage : des chiffres à la réalité

L'Insee vient de faire paraître des chiffres du chômage au second trimestre et, surprise, ils sont en baisse. Mais les commentateurs, même favorables au gouvernement, ont bien été obligés de dire qu'il ne s'agissait que d'une baisse en trompe-l'œil, et que la réalité est bien plus sombre.

En fait, l'étude s'est basée sur la définition du chômage établie par le Bureau international du travail : est considéré comme chômeur celui qui n'a pas de travail au moment de l'enquête, celui qui est disponible immédiatement pour commencer un emploi et, surtout, celui qui a cherché activement

un emploi au cours des quatre dernières semaines. Or, avec le confinement, la plupart des chômeurs n'ont pas pu chercher de travail ces derniers mois. Ils sont donc tout simplement sortis des statistiques, ce qui explique la prétendue baisse.

Constatant que les chiffres ne rendaient



Manifestation des salariés de Hop!, filiale d'Air France.

entreprises, de l'aéronautique comme de l'automobile, que l'intensification du travail et des cadences est repartie de plus belle.

Face à cette aberration de l'organisation capitaliste

de l'économie, face au chômage, les travailleurs devront imposer la répartition du travail entre tous les bras disponibles sans aucune diminution de salaire.

Christian Chavaux

absolument pas compte de la réalité, même de très loin, des économistes ont créé une nouvelle catégorie, pudiquement nommée le « halo » du chômage. Il s'agit en fait de tous ceux qui ne sont pas officiellement dans les comptes du chômage, mais qui voudraient trouver un travail. Bref, des chômeurs. Leur nombre a bondi de 44 000 entre le premier et le deuxième trimestre.

Tout le monde s'accorde à dire que le chômage atteindra des records d'ici la fin de l'année, puisque les plans de licenciements en

cours ne sont pas encore intégrés dans ces chiffres. Et, au moment où des dizaines de milliers de travailleurs sont poussés au chômage, des besoins utiles, dans les hôpitaux, les Ehpad mais aussi bien d'autres secteurs, ne sont pas assurés, faute d'embauche. Le chômage n'est pas une fatalité : il découle des choix du patronat et du gouvernement à son service. La classe ouvrière aura à se défendre pour conserver tout simplement de quoi vivre.

Camille Paglieri

Allocation de rentrée scolaire : une augmentation loin du compte

L'allocation de rentrée scolaire (ARS) est versée une fois par an aux familles ayant les revenus les plus modestes, pour chaque enfant scolarisé entre 6 et 18 ans. Cette année, le gouvernement a décidé de l'augmenter de 100 euros.

Malgré l'augmentation, cette allocation reste encore bien faible par rapport aux besoins des familles qui doivent se débattre entre les hausses du coût de la vie, les frais scolaires et la cantine (dans un pays qui proclame l'école gratuite), et les salaires qui restent à la traîne. D'autant plus que, depuis des mois, les difficultés économiques se sont accumulées pour la plupart des familles ouvrières.

Et pourtant cette allocation ne concerne que trois millions de familles. Certaines, qui se retrouvent juste au-dessus du seuil pour son attribution, touchent une allocation différentielle, mais cela reste très limité. Et une partie de celles qui en auraient besoin aussi ne la touchent pas. Habiller, nourrir et remplir le cartable d'un enfant est un casse-tête pour toutes les familles des classes populaires, qui auraient besoin de plusieurs centaines

d'euros supplémentaires pour satisfaire les besoins des enfants.

Et pourtant le fait que quelques familles ouvrières touchent entre 469 et 503 euros (en fonction de l'âge des enfants), donne lieu à des commentaires enragés de plus réactionnaires, qui

trouvent que c'est encore trop. Les mêmes n'ont jamais élevé la voix contre les cadeaux versés aux plus riches de ce pays !

Le vrai gaspillage, il est dans les bénéfices des capitalistes, en particulier des grandes surfaces, les fortunes des Mulliez et autres, qui ont profité de la pandémie pour se gaver sur le dos des plus pauvres, et qui continuent avec la rentrée scolaire.

Marion Ajar



FRANCIS CAMPAGNONI

Rentrée universitaire : toujours plus chère

Les syndicats étudiants ont estimé que la rentrée universitaire coûterait 76 euros plus cher en 2020 qu'en 2019, soit une augmentation de plus de 3 %.

Les hausses liées aux dépenses de la vie courante (loyer, alimentation, loisirs, transports, téléphone, Internet...) seraient même un peu supérieures. En ajoutant les droits d'inscription, les frais d'assurance, de complémentaire santé etc., un étudiant doit déboursier en moyenne 2 361 euros pour effectuer sa rentrée. Il faut rajouter maintenant un budget supplémentaire pour l'achat

des masques.

Autant dire que, loin des fables sur l'éducation pour tous, les études supérieures, comme les autres, sont de moins en moins gratuites. Pour les étudiants issus des classes populaires, pour ceux qui ne touchent aucune aide de leurs parents, le coût de la rentrée et des études est beaucoup plus lourd.

L'épidémie de Covid-19

est venue encore aggraver la situation. La fermeture des restaurants universitaires a privé bien des jeunes de repas à bon marché, alors que, avant même l'épidémie, 11 % des étudiants avaient recours aux distributions gratuites de nourriture. Et tandis que la moitié des étudiants sont contraints de travailler pour payer leurs études, une grande partie ont perdu leur emploi avec la crise sanitaire, et ont peu de chances d'en retrouver un dans les semaines, voire

les mois à venir.

Les difficultés dans lesquelles se débattent une partie des étudiants n'ont pourtant jusque-là guère ému le gouvernement, qui s'est contenté de verser une allocation unique de 200 euros à 250 000 d'entre eux, moins de 10 % des effectifs de l'enseignement supérieur. On est bien loin des dizaines de milliards d'euros versés à fonds perdu au patronat depuis le printemps.

Jacques Le Gall

Centres de rétention : grèves de la faim contre une politique inhumaine

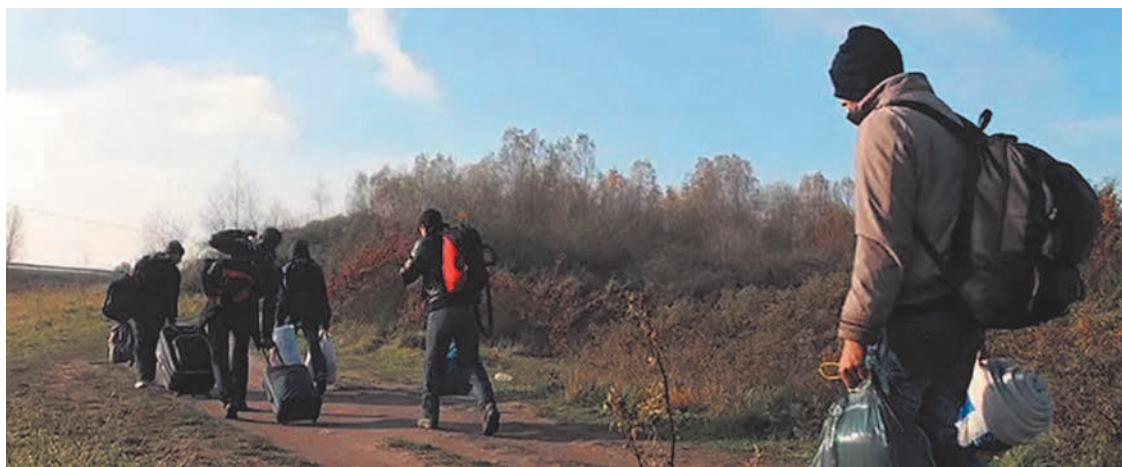
Dans plusieurs centres de rétention administrative, des migrants ont entamé des grèves de la faim. Ils protestent contre leurs conditions de détention, la présence de rats ou de cafards, ou la chaleur insupportable. Ils dénoncent l'attitude de l'administration, les humiliations ou les insultes racistes de la part de certains policiers.

Les centres de rétention sont les antichambres des expulsions forcées. Celui du Mesnil-Amelot, à l'aéroport de Roissy, est devenu un foyer de Covid. Il n'a pas été fermé pour l'instant, alors que des migrants ont contracté la maladie. Ils ont été transférés au centre de Paris-Vincennes, mais n'ont disposé d'aucun soin médical. Ils n'ont même pas eu droit à du gel hydroalcoolique, comme le confirme une association qui intervient dans le centre. À Rennes, au début du mois d'août, un migrant a tenté

de se suicider et n'a même pas été vu par un médecin par la suite. Ce drame a entraîné une grève des repas. Un mouvement similaire a eu lieu à Marseille.

Voilà le résultat de la politique gouvernementale de chasse aux migrants ! Du fait de l'épidémie et du gel des liaisons aériennes, les expulsions ne sont plus possibles et, du coup, ces femmes et ces hommes se retrouvent enfermés pour une durée indéterminée. Leur détention est intolérable, ils doivent être libérés !

Thomas Baumer



Migrants à Calais.

Migrants de Calais : des conditions de vie de plus en plus dures

Treize associations ont saisi la défenseure des droits ainsi que des rapporteurs à l'ONU pour les alerter sur les conditions de vie inhumaines que subissent les migrants à Calais.

La situation s'est encore dégradée cet été, après plusieurs évacuations de camps. La première a eu lieu juste avant la visite à Calais du nouveau ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, le 12 juillet, venu comme tous ses prédécesseurs affirmer sa fermeté contre les migrants. Mais, la plupart des 500 personnes évacuées étant de retour dès le lendemain, une autre évacuation a eu lieu le 30 juillet. À chaque fois, les tentes

sont détruites, les terrains évacués sont grillagés. La principale distribution alimentaire et le dispositif de douches ont été arrêtés, les robinets d'eau ne sont plus accessibles à cause de la présence policière. Les migrants se font confisquer leurs tentes, leurs duvets, leurs téléphones par la police, se font arroser de gaz lacrymogène. C'est ce que dénoncent aujourd'hui ces treize associations, parmi lesquelles l'Auberge des

migrants et Médecins du monde.

Le Royaume-Uni et la France affichent la plus grande fermeté contre les migrants qui traversent clandestinement la Manche, et se renvoient la responsabilité de la situation. Presque tous les jours, cet été, des migrants ont tenté la traversée, certains sur de simples kayaks. Plus de 4 500 ont réussi depuis le début de l'année, déjà deux fois plus qu'en 2019. La seule solution à ce drame humain serait qu'ils aient le droit de s'installer là où ils le souhaitent.

Hélène Comte

Stocks de nitrate d'ammonium : des bombes en puissance

L'explosion de Beyrouth a rappelé que le nitrate d'ammonium, en raison de son énorme pouvoir explosif, doit être stocké avec les plus grandes précautions.

La DGPR (Direction générale de la prévention des risques) affirme : «Après l'explosion, en 2001, de l'usine AZF de Toulouse, nous nous sommes dotés de

la réglementation la plus stricte d'Europe.» Le problème est qu'il ne suffit pas de se doter d'une réglementation stricte en matière de sécurité, encore faut-il que

la collectivité se donne les moyens d'obliger les entreprises à la respecter. Or les contrôles ne cessent de diminuer : de 25 121 en 2003, ils sont passés à 18 196 en 2018. De plus, les chiffres sur le nombre de sites de stockage varient d'une source ministérielle à l'autre, preuve que l'État est incapable d'établir

un réel état des lieux.

On estime à 2 millions de tonnes la quantité de nitrate d'ammonium stockée sur le territoire français. Mais seuls les sites stockant plus de 2 500 tonnes, la quantité qui a dévasté Beyrouth, seraient contrôlés régulièrement, au moins une fois par an.

Devant le peu de contrôle des pouvoirs publics et au vu des politiques d'économies des entreprises au détriment de la sécurité, il y a beaucoup de raisons de craindre que des catastrophes comme celle de Beyrouth ou celle d'AZF se reproduisent tôt ou tard.

Denis Aler

Néonicotinoïdes : pour le plus grand profit de l'agro-industrie

Le gouvernement vient de réautoriser l'usage des néonicotinoïdes, après seulement deux ans d'interdiction, pour la culture de la betterave à sucre. L'utilisation de ces insecticides est réclamée par les producteurs de betteraves pour protéger leurs cultures contre une épidémie de jaunisse qui fait chuter les rendements.

En 2016, Barbara Pompili, alors secrétaire d'État, prônait l'interdiction de cette catégorie d'insecticides, particulièrement nocifs pour les abeilles et autres insectes pollinisateurs. Aujourd'hui, devenue ministre de la Transition écologique, elle s'applique à justifier cette réintroduction, expliquant que les risques encourus seront limités. Comme Nicolas Hulot avant elle, elle doit manger son chapeau. Elle ne fait pas le poids face aux capitalistes de la filière sucrière et face à

ceux, plus puissants encore, du secteur phytosanitaire, qui produit les pesticides utilisés par les agriculteurs pour se débarrasser des insectes parasites et des mauvaises herbes.

La filière sucrière est dominée par Tereos, groupe industriel spécialisé dans la transformation de la betterave à sucre, de la canne à sucre et des céréales. Cette coopérative agricole sur le plan juridique est en fait devenue une entreprise capitaliste multinationale, deuxième groupe sucrier à

l'échelle mondiale, comptant plus de 22 000 salariés sur tous les continents. Du côté des fabricants de néonicotinoïdes, on trouve des groupes industriels internationaux du même acabit, comme Syngenta ou Bayer (qui a racheté Monsanto en 2016 et qui règne aussi sur la production de médicaments).

Le gouvernement justifie sa décision par le fait que les agriculteurs ne disposeraient pas de produits moins nocifs mais aussi efficaces contre les parasites des cultures. Il envisage même de reconduire l'autorisation des néonicotinoïdes encore plusieurs années pour «laisser le temps à la recherche d'aboutir». Quelle blague ! Les néonicotinoïdes ont fait



L'usine Tereos d'Origny dans le Nord-Pas-de-Calais.

leur apparition en 1994, les apiculteurs alertent sur la dangerosité de ces produits et mènent le combat juridique contre leurs fabricants depuis... 1998. Et ces derniers, riches à milliards, n'auraient pas eu le temps, en plus de vingt ans, de mener les recherches nécessaires pour trouver des substituts à leurs produits ?

La réalité est que ce n'est pas leur problème. La fabrication des néonicotinoïdes est rentable, très rentable même. C'est une raison suffisante pour continuer leur production, et même pour se battre bec et ongles pour empêcher leur interdiction. Et tant pis pour l'environnement !

Valérie Fontaine

Tensions en Méditerranée : une conséquence des politiques de l'impérialisme

Le gouvernement français a annoncé jeudi 13 août le déploiement de deux navires militaires et deux chasseurs Rafale à proximité des côtes turques, à l'est de la Méditerranée.

Après avoir participé à un exercice avec la marine grecque autour de l'île de Kastellorizo, ils resteront donc dans cette zone où la Turquie et la Grèce se disputent des gisements gaziers. C'est une manière de menacer la Turquie qui, après des escarmouches en juillet, a envoyé le 10 août un navire recherchant des nappes de gaz accompagné d'une flottille militaire, y compris dans les eaux considérées comme grecques. Depuis, toute la marine grecque est en état d'alerte et deux frégates, grecque et turque, se

sont heurtées le 12 août.

Les autorités turques aimeraient mettre la main sur une part des hydrocarbures de Méditerranée, alors que d'après les accords internationaux actuels leur zone est étroite, limitée par les nombreuses îles grecques voisines. Par exemple autour de Kastellorizo, île de moins de dix kilomètres carrés, les eaux territoriales grecques de six milles marins couvrent une surface importante et limitent les eaux de la Turquie, qui n'est qu'à deux kilomètres.

Les deux pays sont en



La localisation du gisement de gaz naturel potentiel en Méditerranée.

conflit de longue date sur les délimitations et les ressources de l'espace maritime. La situation actuelle est en grande partie le résultat de l'intervention des grandes puissances, le plus souvent au détriment de la Turquie, depuis la fin de la Première Guerre mondiale et à plusieurs reprises par la suite. Et les affrontements entre les États de la région ont toujours été aiguisés par les appétits de l'impérialisme.

D'immenses champs de gaz naturel, estimés à

5 000 milliards de mètres cubes, découverts il y a quelques années dans les zones de Chypre, d'Israël, de l'Égypte et du Liban, ont ravivé les tensions.

De la part du président turc Erdogan, cela participe de la politique nationaliste plus agressive qu'il mène depuis quelques années, par exemple contre les Kurdes, en intervenant en Syrie, ou en soutenant un camp dans la guerre civile en Libye. Le pouvoir turc, qui apparaît incapable de faire face à la

crise économique et à l'appauvrissement de sa population, cherche ainsi à faire diversion.

Les choix du président turc ou des autorités grecques ont peu à voir avec les intérêts des peuples et peuvent mener à des affrontements graves. Quant à Macron et l'armée française, ils défendent, eux, les intérêts des groupes capitalistes comme Total, qui peuvent espérer des contrats lucratifs en cas de découverte de gaz de ce côté.

Frédéric Gesrol

Turquie : Erdogan et l'AKP prêts à tout pour rester au pouvoir

Ce texte est traduit de l'éditorial de nos camarades de Sinif Mücadelesi (« Lutte de classe » Turquie - UCI)

Erdogan et le gouvernement de son parti l'AKP, face à l'effondrement de l'économie et à un discrédit croissants, essayent par tous les moyens de renverser la vapeur. On le voit à la politique menée et aux événements de ces derniers mois.

Durant l'épidémie de Covid-19, ils ont voulu avant tout garantir les profits du patronat, quitte à mettre en danger la vie des travailleurs dans les entreprises. Cette politique se poursuit aujourd'hui. Quant à la lutte contre l'épidémie elle-même, le pouvoir n'a pas pris les mesures nécessaires, parce qu'il ne voulait pas en supporter les coûts. Le refus

du ministère de la Santé de faire tester les chauffeurs d'autobus d'Izmir est bien significatif.

Le régime d'Erdogan a aussi recommencé ses manœuvres pour supprimer l'indemnité de départ à laquelle ont droit les travailleurs en cas de licenciement. Supprimer cette obligation, qui constitue pour les travailleurs un droit essentiel, signifierait d'énormes gains pour les patrons. Jusqu'à présent le pouvoir n'a pas réussi. Pour nombre de travailleurs, prendre cette mesure serait passer une ligne rouge, et il a senti que cela pouvait provoquer une riposte générale. Les syndicats et même le

patronat ont fait savoir que mieux valait pour l'instant ne pas la mettre à l'ordre du jour. Erdogan et le gouvernement se sont inclinés, quitte bien sûr à revenir à la charge à la première occasion.

Puis voilà qu'encore une fois le pouvoir a remis sur le tapis la question de Sainte-Sophie, en décidant d'ouvrir de nouveau l'édifice au culte musulman. Comme si le droit de revenir y prier allait résoudre la crise économique, éradiquer la pauvreté et permettre de voir l'avenir en rose ! Il y a un an encore, Erdogan avait déclaré qu'une telle décision aurait été déraisonnable. Mais il est vrai qu'en un an la pauvreté et le chômage ont rapidement augmenté et qu'il faut faire diversion. Selon les derniers

chiffres du syndicat DISK par exemple, du fait de l'inflation le seuil de pauvreté pour une famille de quatre personnes est aujourd'hui de 8186 livres (980 euros) de revenu mensuel, et le minimum absolu nécessaire pour assurer sa subsistance est de 2367 livres (285 euros). Quant au chômage, on est loin du taux déclaré officiel de 12,8%, soit 3775000 sans emploi. Leur nombre réel serait de 17720000 selon le parti social-démocrate CHP.

En politique extérieure, le centre de l'attention n'est plus la question syrienne, mais celle de la Libye. Le pouvoir actuel s'inspire du « nouvel ottomanisme » et défie les pays impérialistes, en particulier la France, en Libye. Dans un défi également

à son ancien ami Poutine, il s'est lancé dans une action militaire pour soutenir le gouvernement libyen d'Al Sarraj et prendre sa part des ressources de gaz naturel et de pétrole du bassin méditerranéen. De leur côté, les grandes puissances qui ne veulent pas laisser faire Erdogan pourraient favoriser la tension entre la Turquie et l'Égypte, qui soutient en Libye le camp opposé du général Haftar. (...)

Un conflit entre les deux pays serait une aventure aux conséquences désastreuses pour les travailleurs et les couches populaires de Turquie, mais aussi pour tous ceux d'Égypte. (...)

Sinif Mücadelesi

Israël - Émirats arabes unis : un accord au mépris des Palestiniens

Les Émirats arabes unis et Israël ont annoncé jeudi 13 août la signature à Washington d'un accord censé conduire à une normalisation complète des relations diplomatiques entre les deux pays.

Pour les États-Unis qui ont poussé à ce rapprochement, il s'agissait de renforcer l'axe anti-iranien dans la région. Pour la première fois, un État du Golfe reconnaît officiellement Israël. Il est possible que d'autres monarchies pétrolières suivent, à commencer par

un autre allié des États-Unis et adversaire de l'Iran, l'Arabie saoudite. Quant aux relations commerciales entre Israël et les Émirats arabes unis, elles n'ont pas attendu cet accord pour exister.

Les Émirats arabes unis ont prétendu que cet accord mettrait fin à toute annexion

supplémentaire par Israël de territoires palestiniens en Cisjordanie. Le Premier ministre israélien Netanyahu a immédiatement rectifié en précisant : « L'annexion est simplement reportée. » Le lendemain même de l'accord, l'aviation israélienne procédait à de nouveaux bombardements sur le territoire de Gaza.

Mais, même si Netanyahu renonçait aux annexions annoncées

depuis plusieurs mois, cela ne change en fait rien. Netanyahu n'a cessé d'agiter la menace de l'annexion de la totalité de la Cisjordanie, en partie pour flatter son électorat d'extrême droite. Mais, entre la démagogie et la mise en œuvre, il y a un pas. Certains dirigeants israéliens considèrent que laisser l'Autorité palestinienne maintenir l'ordre dans la partie de la Cisjordanie qu'elle administre reste

l'option la moins coûteuse.

L'accord entre les Émirats arabes unis et Israël ne fait que confirmer ce dont bien des Palestiniens étaient conscients : pour défendre leurs droits, tout au long de leur histoire, ils n'ont jamais pu compter que sur leur propre lutte, sans rien attendre des États arabes de la région ni de leurs classes dominantes.

Christian Chavaux

Liban : après l'explosion de Beyrouth, la population pauvre victime des spéculateurs

Les travailleurs et la population pauvre en général sont ceux qui paient le prix fort pour l'explosion qui a dévasté le port de Beyrouth le 4 août et qui a fait plus de 180 morts et des milliers de blessés.

Bien que l'explosion soit survenue à 18h08, soit après les horaires de travail, on dénombre parmi les morts des ouvriers qui étaient restés faire des heures supplémentaires au port pour arrondir leur fins de mois. Avec l'inflation qui s'est accélérée depuis presque un an, leur paie journalière avait perdu quatre fois sa valeur et ne leur permettait plus d'acheter ne serait-ce qu'un kilo de viande.

Une dizaine de pompiers figurent aussi parmi les victimes. Envoyés pour éteindre l'incendie qui allait provoquer l'explosion, ils n'étaient même pas informés du danger de la situation. Les responsables du port, tout comme d'autres au-dessus d'eux, savaient pourtant bien que ce hangar contenait des tonnes de nitrate d'ammonium, sans aucune mesure de protection.

À ces victimes s'ajoutent aussi ceux qui, habitant dans les alentours, n'avaient pas les moyens de se loger autrement que dans des taudis que le souffle de l'explosion a fait s'écrouler sur eux. Plusieurs

dizaines de réfugiés syriens figurent aussi parmi les victimes.

Depuis longtemps désabusée devant l'incurie dont fait preuve l'État, la population s'est mobilisée pour faire face aux conséquences désastreuses de l'explosion. Dès le lendemain de l'explosion, avec des balais et des pelles, les habitants ont déblayé les décombres, aidés par ceux venus d'autres quartiers et d'autres villes, toutes confessions et toutes nationalités confondues. Les offres d'hébergement se sont multipliées sur les réseaux sociaux à l'attention de ceux dont les logements ont été détruits par le souffle de l'explosion. Des chauffeurs de taxi ont offert le transport aux bénévoles. D'autres se sont chargés de distribuer l'aide alimentaire et d'organiser la circulation. Cela sans parler de l'effort fourni par le personnel des hôpitaux pour soigner les milliers de blessés.

À l'opposé de ce dévouement et de cet élan de solidarité, les étroits calculs de spéculateurs charognards n'ont pas tardé à faire surface,



Déblaiement des rues de Beyrouth après l'explosion.

aggravant la situation pour les sinistrés. Des locataires de longue date, qui bénéficiaient jusqu'alors d'un loyer assez bas grâce à l'ancien barème locatif, ont été surpris de voir les propriétaires mettre fin à leurs contrats. Ceux-ci ont profité d'une clause permettant la rupture du contrat en cas de sinistre, dans le but de pouvoir relouer leurs logements à des prix plus élevés.

En parallèle, parmi ceux dont les maisons ont été

sérieusement endommagées, certains ont reçu des offres d'achat de leur bien venant d'investisseurs voulant placer leurs capitaux. Naturellement, la loi du marché agissant, le prix des vitres et de l'aluminium s'est envolé, au grand dam des sinistrés.

Si les services de l'État étaient absents pour organiser les secours, ceux chargés de la répression ont agi rapidement contre les manifestants rassemblés dès le

lendemain de la catastrophe sur la place des Martyrs, au centre de la ville. Armés de grenades lacrymogènes made in France et soutenus par l'armée, ils n'ont pas pour autant pu faire cesser les protestations, qui se sont poursuivies après la démission du gouvernement le 10 août, réclamant le départ de toute la classe politique en place depuis des décennies.

Marwan Karim

Espagne : Juan Carlos, une monarchie à l'image du système qu'elle sert

Cet article, traduit de l'espagnol, émane de nos camarades de Voz Obrera. Il a été rédigé à la suite du départ, pour ne pas dire la fuite, de l'ex-roi d'Espagne Juan Carlos, vers des lieux judiciaires moins agités.

La Maison royale a publié une lettre signée par Juan Carlos I^{er}, l'ancien roi d'Espagne qui a abdicé en 2014 en faveur de son fils Felipe VI, faisant état de son intention de quitter l'Espagne. Selon le journal monarchique ABC, il serait à Abou Dhabi. Cette décision s'inscrit dans

une longue chaîne d'événements qui impliquent Juan Carlos dans des affaires de corruption, de fraude fiscale, de commissions provenant de grandes entreprises, et qui ont fait que cet ex-monarque se trouve à la tête d'une des plus grandes fortunes du monde : 2 milliards, selon le

magazine *Forbes*.

Il est clair que le départ de ce rejeton de la dynastie des Bourbons a été organisé par le gouvernement du socialiste Pedro Sanchez en accord avec la droite. Unidas Podemos, qui participe à la coalition gouvernementale, n'a été que la cinquième roue du carrosse dans cette affaire et n'a pas été informé. L'objectif des «vacances» de l'ex-monarque est de créer un pare-feu pour protéger son fils et la monarchie du discrédit et d'une éventuelle crise politique. Son départ a lieu au moment où il fait l'objet d'une enquête de la Cour suprême pour délit fiscal, évasion de capitaux et sur ces fameuses commissions pour services rendus pour l'attribution à des entreprises espagnoles des travaux de l'AVE (le TGV) à la Mecque, en Arabie saoudite.

S'y ajoutent d'autres affaires et scandales auxquels l'ex-roi a pris part et qui ressortent au grand jour, alimentant l'indignation populaire. On se souvient du

«mouvement des casseroles» pendant le confinement, exigeant la restitution de l'argent volé à la population et son investissement dans le système de santé. Depuis, la population a pu voir les différences de classe s'accroître, une minorité vivant en sécurité grâce à sa richesse, et les travailleurs exposés à la contagion et exploités.

Ce scandale royal n'est qu'un des scandales dont la bourgeoisie en Espagne et dans le monde est coutumière. La vie sociale de Juan Carlos n'en est qu'une illustration de plus. Tout comme la vie de cette grande bourgeoisie qui vit dans le luxe aux dépens de l'exploitation de la classe ouvrière. Les magnats du pétrole et de la finance, tous ces hommes d'affaires qui ont offert au roi des yachts de luxe, illustrent ce qu'est cette classe sociale parasitaire, qui accumule et concentre la richesse issue du travail. Il ne s'agit pas seulement de tel ou tel individu, mais d'un système qui recherche le bénéfice maximum grâce à un

État qui favorise les entreprises privées, fait l'impossible pour qu'elles ne soient pas soumises à des enquêtes. C'est le système capitaliste lui-même qui fonctionne ainsi et cette monarchie, maintenue avec l'argent public, est à son image. Mais cette fois encore la bourgeoisie et ses politiciens, du PSOE à gauche au PP à droite, essaient de protéger l'institution de la monarchie des conséquences de ce nouveau scandale. Mais, si finalement cela débouche sur une crise institutionnelle, les politiciens de droite comme de gauche soutiendront toute autre forme de gouvernement permettant de servir les intérêts et de maintenir les privilèges de la bourgeoisie.

Dans une éventuelle crise du régime monarchique, les travailleurs ne devront pas cesser de défendre leurs revendications, car la mise en place d'une république dite démocratique risque de n'être qu'un changement d'emballage de la même domination de classe.

Voz Obrera



Le roi d'Espagne... sans couronne ni médailles.

Trotsky assassiné, mais pas ses idées !

Il y a quatre-vingts ans, le 20 août 1940, Ramon Mercader, un tueur envoyé par Staline assassinait d'un coup de piolet Léon Trotsky, exilé au Mexique.

Ainsi disparaissait la dernière grande figure d'une génération révolutionnaire, celle de Lénine, Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht et des bolcheviks qui avaient assuré le succès de la révolution prolétarienne en Russie en 1917.

Trotsky était un concentré d'expérience révolutionnaire. Déjà en 1905, président du soviet de Petrograd, il avait inspiré l'action du premier conseil ouvrier de la capitale. Après la révolution de février 1917, raconte un témoin, il « courait de l'usine Oboukhovski à l'usine Troubotcheny, de l'usine Poutilov à l'usine de la Baltique, du Manège à la caserne, on aurait dit qu'il parlait partout à la fois. Chaque soldat et chaque ouvrier de Petrograd le connaissait et l'écoutait. Son influence sur les masses et même sur les chefs était irrésistible. » Cette activité, en complet accord avec Lénine, fit écrire à Staline en 1918 : « Tout le travail d'organisation pratique de l'insurrection fut accompli sous la direction immédiate du camarade Trotsky. » Cela n'empêcha pas le même d'affirmer six ans plus tard que « Trotsky n'avait joué aucun rôle dans la révolution d'Octobre » !

À l'été 1918, les puissances impérialistes, en tête la France de Clemenceau et l'Angleterre de Lloyd George, intervinrent militairement en Russie pour tenter d'isoler le pays et le condamner à périr d'inanition, soutenant les armées blanches qui voulaient rétablir le tsar. La guerre civile dura jusqu'en 1921. L'État ouvrier manquait de tout, mais Trotsky réussit à mettre sur pied une armée révolutionnaire d'ouvriers et de paysans, qui allait l'emporter. Il donna la clé de cette réussite : « Pour notre armée, le ciment le plus fort ce furent les idées d'Octobre. » Comme le dit un paysan enthousiaste : « Les



Trotsky à Prinkipo.

Rouges étaient prêts à donner leur vie pour le monde des soviets, un monde sans mendians ni infirmes. »

Pour la révolution mondiale

Pour Lénine et Trotsky, la révolution ne pouvait survivre qu'en s'étendant à des pays développés, comme l'Allemagne. En 1919, les bolcheviks jetaient les bases de l'Internationale communiste, pour regrouper les militants qui dans différents pays rejetaient les dirigeants socialistes ou syndicalistes qui avaient soutenu leur bourgeoisie pendant la Première Guerre mondiale. Dans la période des quatre premiers congrès de l'Internationale, Trotsky y joua un rôle majeur.

Cependant la vague révolutionnaire du lendemain de la Première Guerre mondiale ne déboucha pas sur une victoire du prolétariat ailleurs qu'en Russie. Dans un pays exsangue, seul continuait à fonctionner l'appareil du parti, ne cessant de croître et attirant ceux qui, fatigués de la lutte, y voyaient un moyen de faire carrière. Staline, le patron de cet appareil, intriguait pour écarter les militants restés fidèles à l'objectif de la révolution mondiale. Lénine et Trotsky perçurent ce danger et décidèrent dès 1922 de s'y opposer. Mais la maladie puis

la mort allaient emporter Lénine en 1924.

En 1923, Trotsky publia *Cours nouveau*, qui critiquait le poids croissant de la bureaucratie au sein de l'État ouvrier, demandait le retour de la démocratie dans le parti et la mise en œuvre de l'industrialisation et d'un plan. Une déclaration signée par 46 autres dirigeants allait dans le même sens. Le combat de l'Opposition de gauche russe commençait. Trotsky et ses camarades, dans le recul général du mouvement ouvrier, malgré la lassitude et le découragement des travailleurs en Russie et ailleurs, défendirent pied à pied l'État ouvrier, son avenir et celui de la révolution mondiale. L'opposition critiqua en particulier la politique économique de la direction stalinienne et l'orientation de l'Internationale qui, en 1927, avait conduit à la défaite de la révolution ouvrière en Chine. Beaucoup d'opposants furent alors écartés de toute responsabilité et déportés. Trotsky se retrouva à 4000 kilomètres de Moscou, puis fut expulsé en Turquie en 1929. L'appareil stalinien multiplia les purges, déportant par dizaines de milliers les opposants restés fidèles au communisme.

Le combat contre le stalinisme

Expulsé, Trotsky entama une vaste correspondance destinée à regrouper tous les communistes conscients que Staline trahissait la révolution et lança un *Bulletin de l'Opposition* destiné à l'URSS. *La Révolution permanente, Histoire de la révolution russe, Ma vie, La Révolution trahie* et

de nombreux autres textes restent comme le concentré d'une expérience révolutionnaire capitale.

Jusqu'en 1933, les trotskystes luttèrent pour tenter de redresser les partis communistes et l'Internationale. Mais, en 1933, la défaite sans combat du mouvement ouvrier allemand face aux nazis et l'absence de réactions dans l'Internationale face à l'orientation politique fixée par Staline, qui avait empêché toute véritable riposte ouvrière à la montée de Hitler, signifiaient que celle-ci était morte et qu'il fallait en construire une nouvelle.

Pour Trotsky, la victoire du nazisme annonçait aussi une guerre mondiale. Le temps était compté. Le sursaut ouvrier des années trente, aux États-Unis, en France et en Espagne, fut de courte durée. La IV^e Internationale fut proclamée en septembre 1938, dans une période de recul. Son programme, le *Programme de transition*, devait armer les militants ouvriers en prévision d'une nouvelle période révolutionnaire. À la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le front de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne réussit à empêcher une nouvelle vague ouvrière révolutionnaire. Le programme n'en reste pas moins actuel.

Avec les procès de Moscou, mis en scène de 1936 à 1938, Staline liquida la génération d'Octobre et déversa mensonges et calomnies contre Trotsky et son fils Léon Sedov, dénoncés comme responsables de tout ce qui ne marchait pas en URSS et prétendus alliés d'Hitler et Mussolini !

Une commission, présidée par l'universitaire libéral américain Dewey, permit à Trotsky de réfuter ces calomnies, mais le message était clair : l'appareil stalinien voulait la tête de Trotsky et de ses proches. Avant lui, Sedov et plusieurs collaborateurs furent assassinés.

En relevant le drapeau de l'internationalisme, c'est-à-dire la nécessité pour le prolétariat d'étendre la révolution au monde entier, seule façon de venir à bout de la dictature du capital sur l'humanité, Trotsky assurait la continuité de la tradition marxiste. Or, pour que la bureaucratie dirigeant l'URSS puisse prétendre parler et agir au nom du prolétariat, tout en lui tournant le dos de fait, il lui fallait supprimer ceux qui dénonçaient cette usurpation. Staline et la caste dirigeante soviétique craignaient que, malgré leurs efforts pour effacer le souvenir d'Octobre, il subsiste une voix qui permette de poursuivre et d'organiser la lutte contre le capitalisme et contre la bureaucratie.

En faisant assassiner Trotsky, Staline portait un coup sévère au mouvement ouvrier révolutionnaire, en le privant de son dirigeant le plus expérimenté. Mais, quatre-vingts ans après sa mort, le courant trotskyste existe toujours. Il est certes faible, divisé, et manque de liens avec le monde ouvrier, mais les idées trotskystes représentent toujours l'espoir de la révolution prolétarienne, seule capable d'envoyer le capitalisme rejoindre le stalinisme dans la poubelle de l'Histoire.

Jacques Fontenoy

Extrait du Journal d'exil

« Pendant quarante-trois années de ma vie consciente je suis resté un révolutionnaire ; pendant quarante-deux de ces années, j'ai lutté sous la bannière du marxisme. [...] Je mourrai révolutionnaire prolétarien, marxiste, matérialiste

dialectique, et par conséquent intraitable athéiste. Ma foi dans l'avenir communiste de l'humanité n'est pas moins ardente, bien au contraire elle est plus ferme aujourd'hui qu'elle n'était au temps de ma jeunesse. »

Léon Trotsky, 1935

Colbert: la bourgeoisie reconnaissante

Le 23 juin, la statue de Colbert érigée devant l'Assemblée nationale a été aspergée de peinture rouge et décorée de l'inscription « Négrophobie d'État ». Cet acte voulait rappeler que le ministre de Louis XIV avait été l'inspirateur du sinistre Code noir réglementant l'esclavage dans les colonies françaises.

Les défenseurs de l'ordre sont aussitôt montés au créneau dans une belle unité. Gauche et droite, historiens et journalistes, philosophes de bistro et d'académie ont salué la mémoire du grand homme d'État. Tous expliquent que, au-delà de la tragédie de la traite négrière, il faut se souvenir de l'œuvre de Colbert en tant que grand administrateur. Mais, pas plus qu'on ne peut séparer un œuf d'une omelette battue, on ne peut isoler le rapt, la vente et la mise en esclavage de millions de Noirs africains de la formation du capitalisme au 17^e siècle, ni Colbert l'esclavagiste de Colbert le ministre omnipotent.

Traite négrière et boom économique

Jean-Baptiste Colbert a été le principal ministre de Louis XIV de 1661 à sa mort en 1683, alors que trois puissances, la Hollande, l'Angleterre et la France, s'affrontaient pour dominer les routes commerciales mondiales. Plus les profits escomptés grandissaient, plus les moyens investis pour la guerre sur mer s'accroissaient. Dès le début de l'exploitation de la canne à sucre aux Antilles, en 1641, immédiatement suivi du début de la traite négrière pour fournir des bras aux plantations, les profits s'annonçaient colossaux.

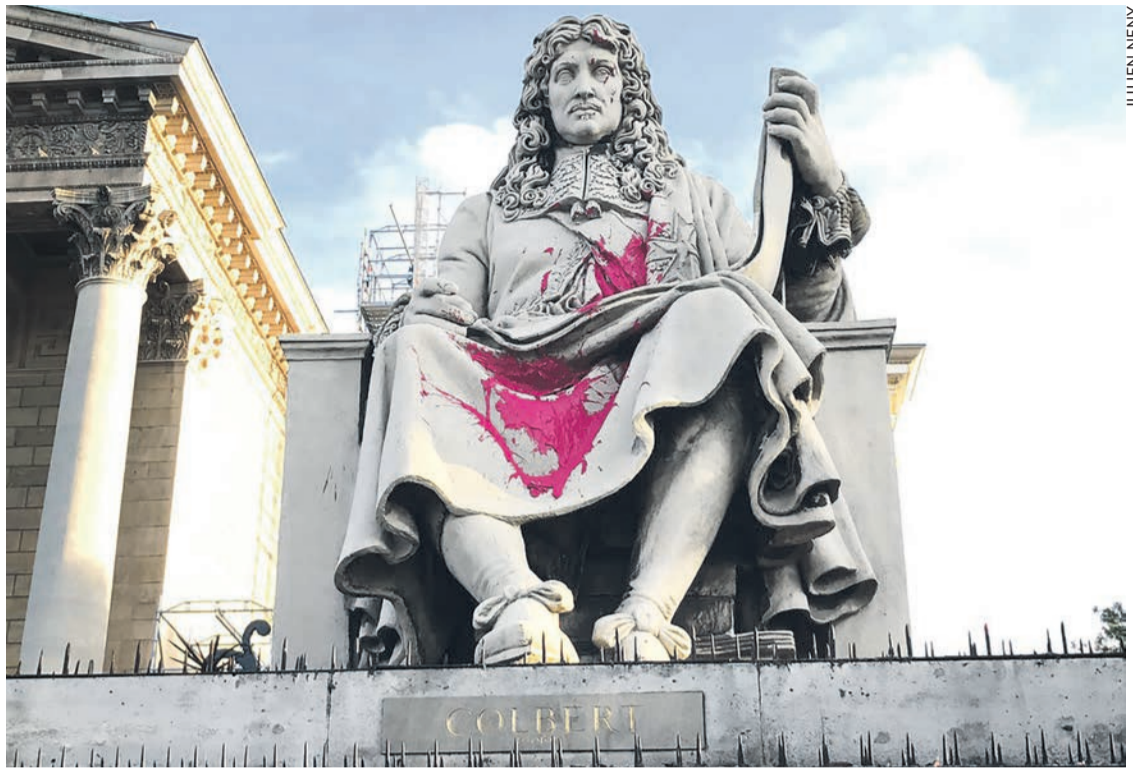
Les comptes d'un navire négrier, transportant de la pacotille depuis la France jusqu'à l'Afrique de l'Ouest, l'échangeant contre des esclaves, transportant ces derniers aux Antilles pour

les vendre, puis revenant en France chargé de sucre, montrent un profit de 60%.

Dans la République libre de Hollande, banquiers et commerçants formaient eux-mêmes l'État. Leurs homologues anglais venaient d'accéder au pouvoir politique par une révolution. En France, la montée en puissance de la bourgeoisie se fit sous l'aile de l'État, plus particulièrement de Colbert. Les trois pays eurent recours aux mêmes politiques, usant des mêmes moyens.

Pour pallier le manque de liquidités et le peu de goût du risque de ceux qui en détenaient, Colbert créa des compagnies. L'État orientait ainsi le commerce dans des voies prometteuses et garantissait les placements. Il y eut deux compagnies commerciales spécialisées dans la traite des esclaves. Pour rationaliser l'exploitation de ces derniers, Colbert prépara le Code noir. Il n'a pas simplement réglementé l'esclavage, il l'a promu jusqu'à en faire un système.

Les profits tirés du travail des esclaves devinrent le pivot autour duquel s'organisa l'économie. Des manufactures furent créées pour produire la marchandise à échanger contre les esclaves, le matériel pour armer les bateaux de commerce et de guerre, les matériaux pour leur construction et leur réparation. Des sociétés furent fondées pour bâtir les chantiers navals, les ports, les docks et les canaux, pour forger les canons, produire la poudre et les voiles, les cordages, etc.



La statue de Colbert devant l'Assemblée nationale.

Des villes arsenaux, comme Rochefort, Toulon et Brest, sortirent de terre. Des navires toujours plus grands, portant toujours plus de canons, sortaient des arsenaux dans une véritable course aux armements.

La guerre commerciale pour dominer les routes maritimes, les ports stratégiques et les îles plantées de canne à sucre, s'embrasa en une guerre permanente, sur terre et sur mer. À la mort de Colbert, la France pouvait aligner 256 navires de guerre et 54 000 hommes d'équipage. Les routes de la traite et du sucre étaient bien gardées, au moins durant les brèves périodes entre deux guerres ouvertes.

Politique d'État et fortunes privées

Colbert créa l'administration nécessaire à la mise en œuvre de cette politique. Cette administration était une pompe aspirant les deniers du peuple et les refoulant vers les caisses

des puissants. Les marchés étaient en effet bien souvent confiés à des entrepreneurs privés qui y firent leur fortune. Ainsi, ce ne sont pas seulement les quelques familles ayant directement investi dans la traite ou le sucre qui se sont enrichies par le sang des esclaves. C'est toute une classe sociale qui s'est constituée de la sorte.

Ni l'œuvre de Colbert ni le développement de la bourgeoisie ne s'arrêtèrent à l'esclavage aux Antilles. Avec la même application, Colbert s'employa à constituer à domicile une classe d'exploités pour l'industrie naissante. « Lorsque les peuples gagnent leur vie par la manufacture, ils sont assurément plus obéissants aux autorités spirituelles et temporelles », écrivait-il. Pour contraindre les miséreux à travailler aux conditions offertes et pour leur apprendre à le faire, Colbert prohiba la mendicité et le secours aux nécessiteux.

On les prenait parfois en chasse, jusqu'aux enfants de dix ans, pour les envoyer travailler dans des ateliers prisons dépendant des asiles pour pauvres, car « les manufactures des hôpitaux doivent être partout encouragées, il n'y a rien qui soit plus important pour bannir la fainéantise et l'oisiveté parmi le peuple ». Le carcan, le pilori, le fouet ou les galères menaçaient les récalcitrants. Le grand ministre commençait ainsi, à coups de trique, la formation du prolétariat moderne.

Marx nomme « accumulation primitive du capital » cette période de l'essor de la bourgeoisie, principalement marquée par l'esclavage de masse aux colonies et la prolétarisation brutale en Europe, expliquant que ce vol à grande échelle a dégagé le capital nécessaire à la révolution industrielle. Il est, selon ses mots, « né couvert de boue et de sang de la tête aux pieds ».

Paul Galois

Au Puy du Fou: il y a Dieu et Macron

Alors que le gouvernement, face à la reprise de l'épidémie a prolongé jusqu'au 31 octobre l'interdiction de rassemblements de plus de 5 000 personnes, le Puy du Fou, un parc de loisirs à la gloire de la chevalerie et de la chouannerie en Vendée, s'est vu accorder une dérogation par le préfet du département pour un spectacle réunissant 9 000 personnes.

Cela a choqué le monde du spectacle et des festivals qui, faute d'autorisation a dû multiplier les annulations. D'autant que c'est la deuxième fois: en juillet, le Puy du Fou avait réuni 12 000 personnes. Il est vrai que son fondateur,

Philippe de Villiers, figure de l'extrême droite catholique, se targue d'être un ami de Macron. Il a d'ailleurs exhibé en juin dernier sur Twitter un message de soutien de Macron accélérant la réouverture du site. Roselyne Bachelot,

la toute nouvelle ministre de la Culture, dément tout favoritisme. Le préfet de Vendée s'ingénie dans un communiqué à justifier son autorisation, s'appuyant sur la faible circulation du virus en Vendée, comme si les visiteurs du Puy du Fou ne venaient pas de toutes les régions de France, ou même d'Europe. Toutes ces explications peinent à convaincre.

Pour réaliser ce miracle culturel, le fou du roi a bénéficié du fait du prince.

Aline Urbain



Au Puy du Fou, le 26 juillet.

Camaïeu : 500 licenciements de trop !

Le 17 août, le tribunal de commerce de Lille a choisi le plan de reprise de Camaïeu par un groupe financier, la Foncière immobilière bordelaise (FIB). Ce plan prévoit la suppression en France de 487 emplois sur 3 146 et la fermeture de 123 magasins sur 634.

L'offre de reprise faite par l'actuel patron prévoyait quant à elle de supprimer une centaine d'emplois en plus. La CGT et plusieurs syndicats accusent d'ailleurs la direction d'avoir voulu le redressement judiciaire de l'entreprise pour la récupérer à moindre coût et en purgeant sa dette. Ils sont convaincus que la faillite a été organisée dès le mois

de mars. Un syndicat de l'entreprise en Belgique accuse même Camaïeu France, e-mails à l'appui, d'organiser la faillite de ses filiales belge, luxembourgeoise et suisse, après avoir siphonné leurs comptes bancaires.

Ce même patron met en avant le confinement et la crise sanitaire pour expliquer les difficultés de la chaîne. Mais l'entreprise est

en restructuration depuis des années car, depuis 2008, les profits servent à rembourser les fonds d'investissements auprès de qui elle est endettée. Ce sont ces mêmes fonds qui en 2018 ont racheté l'entreprise Camaïeu et l'ont amenée dans la situation actuelle, et qui la pensaient en tout cas suffisamment rentable pour vouloir continuer à l'exploiter.

Le 17 août, le tribunal a fait le constat de la faiblesse des prix de reprise, que ce soit par les anciens ou par les nouveaux actionnaires, qualifiant ces prix d'indécents. La FIB compte



STÉPHANE MORTAGNE VOIX DU NORD MAXPPP

d'ailleurs sur un prêt garanti par l'État, qui a été jusque-là conditionné par les banques à la fermeture de 125 magasins en Pologne, Italie, Roumanie, République tchèque, Slovaquie et Hongrie, pour ne garder qu'une partie de ceux de France, de Belgique, de Suisse et du Luxembourg.

Pour ces capitalistes, la crise est une aubaine pour restructurer leurs empires et accroître leurs profits.

Pour les travailleurs de Camaïeu, ces 500 licenciements ne sont sans doute que les premiers, sans compter ceux à venir dans d'autres pays d'Europe.

Serge Benham

Urgences – Haute-Saône : une démolition criminelle

L'Agence régionale de santé et le groupement hospitalier départemental de Vesoul, qui gère aussi les sites de Luxeuil, Lure et Gray, ont décidé de suspendre le 13 juillet la deuxième ligne de Smur de Haute-Saône.

En cette période d'été où il n'y a plus que 14 médecins à temps plein pour assurer les services d'urgences, avec du personnel infirmier, ambulancier, etc. de toute façon lui aussi en sous-effectif chronique, cette suspension serait provisoire. Les pertes de chance sont-elles « provisoires » pour des patients en urgence vitale, qui ne

peuvent plus être pris en charge le plus rapidement possible avec les moyens d'un Smur ?

De plus, sur Luxeuil, l'accueil des consultations d'urgence est complètement fermé depuis le début de l'épidémie de Covid, dans une zone de villages situés à 50 km de l'hôpital de Vesoul. Cet accueil n'est pas près

de rouvrir, faute de personnel. Et à Lure, qui dépend aussi de Vesoul, les horaires ont été réduits le soir. Après 20 h 30, au lieu de minuit auparavant, on ne peut plus y être soigné.

En réalité, le gouvernement, qui ne veut pas embaucher dans les hôpitaux, ou si peu, continue des réorganisations-réductions-fermetures de services aussi indispensables que des Urgences opérationnelles partout 24 heures sur 24.

Correspondant LO

EPR : "échec opérationnel" mais profits assurés

La Cour des comptes, dernier auditeur en date, vient de rendre un rapport à charge sur l'EPR, le réacteur nouvelle génération d'EDF. Son rapport pointe les innombrables dysfonctionnements, à commencer par les « dérives des coûts et des délais considérables. »

Lorsque la décision de construire des EPR en Finlande et à Flamanville en France avait été prise, Framatome avait depuis quinze ans cessé de faire du nucléaire. Le site du Creusot, spécialisé dans la chaudronnerie nucléaire, avait même été revendu « par appartements » en partie à Bolloré. Par la suite racheté par Areva, c'est ce même site qui a fabriqué pour l'EPR une cuve de réacteur et un couvercle pas vraiment au point.

L'objectif à l'origine était financier avant d'être scientifique et industriel. À l'époque, la direction parlait d'un marché de deux cents EPR qui allait s'ouvrir partout dans le monde. Il fallait faire vite. On ne savait pas faire ? Qu'importe, c'est en

forgeant qu'on devient forgeron ! Et, pour gagner du temps, on recourait à des sous-traitants surveillés de loin par des techniciens d'EDF et n'ayant pas acquis la compétence voulue.

Commencé en 2007 avec un budget prévu de 3,3 milliards d'euros, après une accumulation incroyable de déboires techniques dans sa conception et sa fabrication, le réacteur ne serait finalement mis en service que mi-2023 au plus tôt. Le budget pourrait avoisiner les 19,1 milliards d'euros. « Perte de compétence technique de la filière nucléaire française », « défaut de pilotage du chantier », « contrôle insuffisant sur la conduite du projet » de la part de la direction d'EDF : tout cela n'a pas empêché l'État d'alimenter

ce budget pharaonique. Mais cette gestion catastrophique ne fait pas que des malheureux. EDF et ses partenaires, les bétonneurs du nucléaire comme Bouygues, entre autres, aspirent depuis des années l'argent public à travers ce chantier interminable. Pourtant, le groupe va présenter un projet de construction de six prochains EPR 2. Et, sans attendre la décision du gouvernement prévue en 2023, Framatome, désormais filiale d'EDF, a décidé d'engager les travaux dès mi-2021 dans son usine du Creusot.

Au passage, les banques se servent elles aussi et ont déjà siphonné 4,2 milliards de frais financiers.

Le réacteur est peut-être de « nouvelle génération », mais la politique de ces groupes qui pillent l'État et l'argent public, elle, est vieille comme le capitalisme.

Camille Paglieri

Éviter les croisements, oui c'est possible...

Puisque le virus circule toujours, il faut rappeler à la direction qu'elle avait promis d'éviter les croisements aux changements de postes.

La meilleure façon de le faire, ce serait de partir plus tôt en diminuant le temps

de travail et bien sûr en supprimant tous les allongements d'horaires.

La direction peut tout à fait raccourcir le temps de travail. Elle a bien su nous raccourcir nos vacances.

**Extrait du bulletin
PSA Hordain**

ISS-Propreté – Maternité de Nancy : une grève contre l'exploitation

Le 5 août, après une semaine de grève, les 9 agents de l'entreprise de nettoyage ISS qui travaillent à la maternité de Nancy ont suspendu leur mouvement. Elles ont obtenu l'ouverture de négociations sur leurs revendications.

Cela fait des années qu'elles se plaignent d'erreurs récurrentes sur leurs fiches de paie et, pour certaines d'entre elles, de ne même pas avoir leur contrat de travail. Mais ce qui a déclenché la grève c'est le non-paiement de leurs heures supplémentaires et le refus de l'employeur de leur attribuer une prime Covid, en profitant du fait qu'il vient

de perdre le marché du nettoyage de la maternité. Et, quand il a concédé une prime de 40 euros, les grévistes ont refusé avec colère « parce qu'on a quand même de la dignité ».

Elles sont fières de leur mouvement et ont apprécié les nombreuses marques de soutien à leur piquet de grève.

Correspondant LO



LISE ROOS-WEIL RADIO FRANCE

Inspecteurs du travail : solidarité avec Anthony Smith

Alors que la sécurité des travailleurs était mise en danger, c'est l'inspecteur du travail qui tentait de faire appliquer le Code du travail qui est sanctionné !

Le ministère du Travail a notifié le 14 août à Anthony Smith, inspecteur du travail dans la Marne, sa mutation disciplinaire. Il avait en avril, en plein pic de la pandémie de Covid, saisi le juge des référés, comme le Code du travail le prévoit, pour obliger une association d'aide à domicile à fournir à ses travailleurs des protections individuelles, notamment des masques. Sa hiérarchie ne l'avait pas admis et, sur demande du patronat local, l'avait empêché d'agir en engageant

une procédure disciplinaire contre lui en le mettant à pied sur-le-champ.

Il a, depuis ce jour, reçu le soutien massif de ses collègues dans toute la France, des organisations syndicales CGT, CFDT, CNT, FO, FSU et SUD du ministère et de beaucoup de travailleurs. Une pétition de soutien a recueilli près de 150 000 signatures. Une manifestation rassemblant 500 personnes avait été organisée le 21 juillet à Paris devant le ministère, lors de sa convocation devant la commission

disciplinaire.

Cette procédure a beaucoup choqué les agents de l'inspection du travail, car c'était la première fois qu'un des leurs était visé par une procédure disciplinaire pour n'avoir voulu faire que son travail de protection de la santé des salariés. Et le ministère du Travail a attendu d'être en plein été pour prendre cette sanction révoltante, espérant ainsi empêcher la mobilisation des agents pendant une période où beaucoup de travailleurs sont en vacances.

Ces derniers l'ont reçu comme une sanction qui les concerne tous, se disant que plus aucun inspecteur n'est



à l'abri demain d'une telle sanction s'il tente d'accomplir ses missions.

Cette tentative de mise au pas des inspecteurs du travail est une expression de la guerre sociale menée tous les jours par les capitalistes contre les travailleurs, et ce n'est pas le Code du travail qui les protégera dans cette lutte qui se durcit brutalement, les plans de licenciements s'ajoutant à la

pandémie.

Dans plusieurs unités départementales des Directes, à Paris, à Bobigny comme dans d'autres villes en France, dès le 17 août les inspecteurs du travail ont manifesté leur colère auprès de leur hiérarchie. Ils se sont réunis en assemblée pour décider de la suite de leurs actions et demandent le retrait de la sanction.

Correspondant LO

Fonction publique : l'État entretient la précarité

Macron, en début de mandat, avait annoncé la suppression de 120 000 fonctionnaires d'État et des collectivités sur cinq ans. La crise sanitaire ayant révélé le manque criant d'emplois publics, notamment dans la santé, ces propos sont devenus difficiles à assumer.

Dans le cadre du plan de relance, le ministre de l'Économie Le Maire annonce à présent le maintien des effectifs de la fonction publique, avec des augmentations de postes dans la police, la justice et la santé.

Une telle annonce suppose que des postes seront supprimés ailleurs, mais le ministre s'est bien gardé de le préciser. En outre, ces emplois créés seront uniquement des CDD. Le gouvernement ne veut créer

aucun emploi stable, y compris là où ils seraient indispensables comme dans les hôpitaux. Il s'appête à augmenter la part d'emplois précaires dans la fonction publique, alors que ceux-ci représentent environ 20 % des effectifs, soit un million d'emplois.

Le gouvernement appliquera pour l'occasion le CDD de projet, rendu possible depuis l'adoption de la loi de transformation

de la fonction publique en août 2019. Ces contrats d'un an minimum, et de six ans maximum, sont liés en principe à un projet ou une opération déterminée, et s'achèvent après ces missions. Ils pourront même être raccourcis, si l'employeur public estime la mission terminée.

Il n'y a nul besoin d'inventer de nouvelles missions : il suffirait juste de rétablir les postes supprimés

massivement au fil des ans.

Ce ne sont pas les besoins qui manquent, dans les hôpitaux mais aussi pour l'aide à la personne, la remise en état des logements, l'accueil dans les écoles ou les transports. Mais, pour le faire, il faudrait vraiment avoir à cœur de lutter contre le chômage. Ce n'est pas l'objectif de ce gouvernement, pas plus que de ceux qui l'ont précédé.

Alain Chevard

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal août 2020.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom.....

Adresse

Code postal. Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO
www.lutte-ouvriere-audio.org

Mali: coup d'État dans un pays ravagé par l'impérialisme français

Mardi 18 août, des officiers de l'armée malienne ont fait arrêter le président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK). Le soir même, depuis le camp où il est retenu, celui-ci a annoncé sa démission. L'armée française présente sur place a pour le moins laissé faire ce coup d'État contre un régime qu'elle soutenait jusque-là, mais qui était devenu de plus en plus impopulaire.

Dévasté par des décennies de colonisation et de pillage de l'impérialisme français, le Mali fait partie des pays les plus pauvres de la planète. L'incurie du gouvernement face aux problèmes cruciaux de la population, la corruption permanente du haut en bas de l'appareil d'État, le luxe insultant dans lequel vit la famille du président ainsi que bien des généraux, sont des éléments alimentant la colère de la population. Celle-ci s'était exprimée ces derniers mois contre le gouvernement.

En 2012, l'armée malienne s'était avérée incapable de repousser les groupes djihadistes qui avaient occupé le nord du pays et s'en étaient pris

de façon barbare à la population. Le gouvernement d'alors s'était effondré laissant la place à un pouvoir militaire jugé trop instable et incontrôlable par l'ex-puissance coloniale française. C'est avec le soutien des dirigeants français qu'Ibrahim Boubacar Keïta était arrivé au pouvoir en 2013, en promettant de mettre fin à la misère et à la corruption. Alors même que Hollande lançait l'intervention militaire française au Mali censée éradiquer le terrorisme dans la région.

Sept ans plus tard, le constat est effroyable. Le sort de la population ne s'est en rien amélioré. Et l'intervention militaire française n'a pas arrêté la montée du terrorisme et

des groupes djihadistes. Depuis toutes ces années, au contraire, le chaos n'a fait que s'étendre à l'ensemble du Sahel. La présence militaire française est ressentie comme de plus en plus lourde par toute une partie de la population. Celle-ci se retrouve coincée entre la misère, les exactions des djihadistes et celles des militaires maliens protégés par la France.

Une opposition politique, menée par un imam, Mahmoud Dicko, connu pour ses prêches particulièrement réactionnaires contre les

femmes, s'est fait entendre ces dernières semaines. Elle regroupe une partie des politiciens maliens qui n'ont rien de plus à offrir à la population que l'ex-pouvoir.

Dans ce contexte, il n'est pas encore possible de dire quelles sont les intentions des militaires qui viennent de prendre le pouvoir. Macron a dénoncé ce coup d'État et le communiqué de Le Drian, son monsieur Afrique, le condamne «avec la plus grande fermeté». Pourtant, on ne peut que constater le silence et la passivité de l'armée française

présente au Mali.

Il n'est pas impossible que les dirigeants français trouvent positif d'être débarrassés de cet allié devenu trop encombrant et impopulaire. Surtout que l'impérialisme français a une très longue expérience sur le continent dans le maniement des coups d'État, des interventions militaires et le soutien aux dictateurs. De toute façon, rien ne peut cacher son rôle dans la situation catastrophique de la population malienne.

Marion Ajar



Manifestation du 11 août.

Maroc: les travailleurs hospitaliers expriment leur colère

Lundi 3 août, face à la montée des cas de contamination et de décès dus au coronavirus, le ministre de la Santé, Khalid Aït Taleb, a annoncé l'annulation jusqu'à nouvel ordre de tous les congés accordés au personnel de santé publique, en échange d'une prime médiocre.

Les agents hospitaliers qui étaient partis devaient reprendre leur poste sous 48 heures.

C'en était trop. Dès le lendemain, des techniciens, infirmières, aide-soignants, médecins, sortaient manifester et organisaient des

sit-in sur leur lieu de travail. Devant plus de cinquante établissements hospitaliers, et malgré les risques de dispersion par la police à cause de l'état d'urgence sanitaire, ils ont brandi des pancartes et scandé des slogans qui disent leur fatigue et leurs

revendications, aucune nouvelle, sur plus de moyens et d'effectifs et le départ de ce « ministre de bricolage » et de cette « politique de maquillage ».

« Les équipements de protection manquent, le personnel manque, les places manquent [...]. Il y a même des patients par terre », raconte un médecin du CHU de Tanger. Les 3 000 lits promis par le gouvernement au début de l'épidémie n'ont jamais vu le jour. Le

nombre de médecins réanimateurs est largement insuffisant. Aujourd'hui, on parle de saturation, ou quasi, avec 154 patients en soins intensifs et en réanimation. Et il s'agit là de lits dans les grands hôpitaux des grandes villes de l'ouest du pays, mieux équipés.

Dans le reste du pays, les hôpitaux sont vus comme des mouroirs. À l'hôpital d'Oujda, dans le nord-est, en temps « normal », le patient doit arriver avec son linge

de lit et doit parfois financer le carburant de l'ambulance. Ceux qui le peuvent se payent les services d'une clinique privée, mieux appareillée.

Les travailleurs des hôpitaux publics annoncent la poursuite de leur mouvement. Comme l'a bien dit l'un des manifestants, « si la lutte ne suffit pas, alors il faudra... plus de lutte! »

Louisa Guercif

Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre

Face à la catastrophe sociale qui s'annonce, comment les travailleurs peuvent-ils se défendre, et sur quel programme qui prenne en compte les intérêts du monde du travail ? C'est de

cela que les militants de Lutte ouvrière souhaitent discuter dans leurs rencontres avec les travailleurs au cours de leurs caravanes d'été. Les prochaines étapes seront les suivantes :

Bretagne

Jeudi 20 août : Lanester
Vendredi 21 août : Vannes
Samedi 22 août : Lorient

Champagne Sud

Jeudi 20 août : Vitry-le-François
Vendredi 21 août et samedi 22 août : Chaumont

Lorraine

Jeudi 20 août : Metz
Vendredi 21 août : Thionville
Samedi 22 août : Sarreguemines

Poitou/Centre

Jeudi 20 août : Poitiers
Vendredi 21 août et samedi 22 août : Blois

Pyrénées

Jeudi 20 août : Tarbes
Vendredi 21 août : Tarbes/Pau
Samedi 22 août : Pau

Ain

Lundi 24 août : Villefranche-sur-Saône
Mardi 25 août : Villefontaine
Mercredi 26 août : Ambérieu-en-Bugey
Jeudi 27 août : Oyonnax



Vendredi 28 août et samedi 29 août : Bourg-en-Bresse

Côte Atlantique/Pays-de-Loire

Lundi 24 août : La Rochelle
Mardi 25 août : Rochefort
Mercredi 26 août : Niort
Jeudi 27 août : La Roche-sur-Yon
Vendredi 28 août : Cholet
Samedi 29 août : Nantes

Toulouse et région

Lundi 24 août : Cugnaux/Toulouse
Mardi 25 août :

Ramonville/Toulouse

Mercredi 26 août : Montauban
Jeudi 27 août : Muret/Toulouse
Vendredi 28 août : Auterive/Toulouse
Samedi 29 août : Colomiers

Yvelines/Eure

Lundi 24 août : Mantes-la-Jolie
Mardi 25 août : Évreux
Mercredi 26 août : Vernon
Jeudi 27 août : Dreux
Vendredi 28 août : Chartres
Samedi 29 août : Lucé